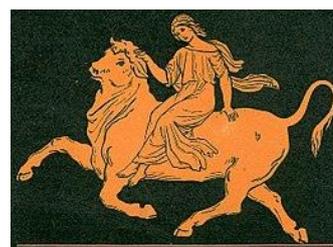


Opinions sur l'Europe et opinion européenne

Une exploitation des enquêtes de l'Eurobaromètre

Document de travail de l'APR



12 mai 2019

Bernard AUBRY, statisticien
Jean-Alain HERAUD, économiste

Compte-rendu des interventions de B. Aubry et J-A. Héraud à la conférence-débat APR du 7 mai 2019 à l'IEP

L'Eurobaromètre (EB) est un instrument de mesure de l'opinion relativement peu utilisé dans le débat public, en France notamment. L'une des questions posées à chaque enquête biannuelle concerne l'image qu'ont de l'Union européenne les citoyens des 28 pays membres. L'APR a mis en ligne le 11 février dernier un document qui présente sur ce sujet un ensemble de graphiques illustrant l'évolution des opinions positives sur les dix dernières années :

<https://www.apr-strasbourg.org/docutheques/limage-de-lunion-europeenne-loin-des-idees-recues/>

A la date d'aujourd'hui, ce document a été téléchargé 600 fois. Le dernier numéro de la revue *Elan* (la publication du FEC) a repris le texte du document (à l'exception des annexes).

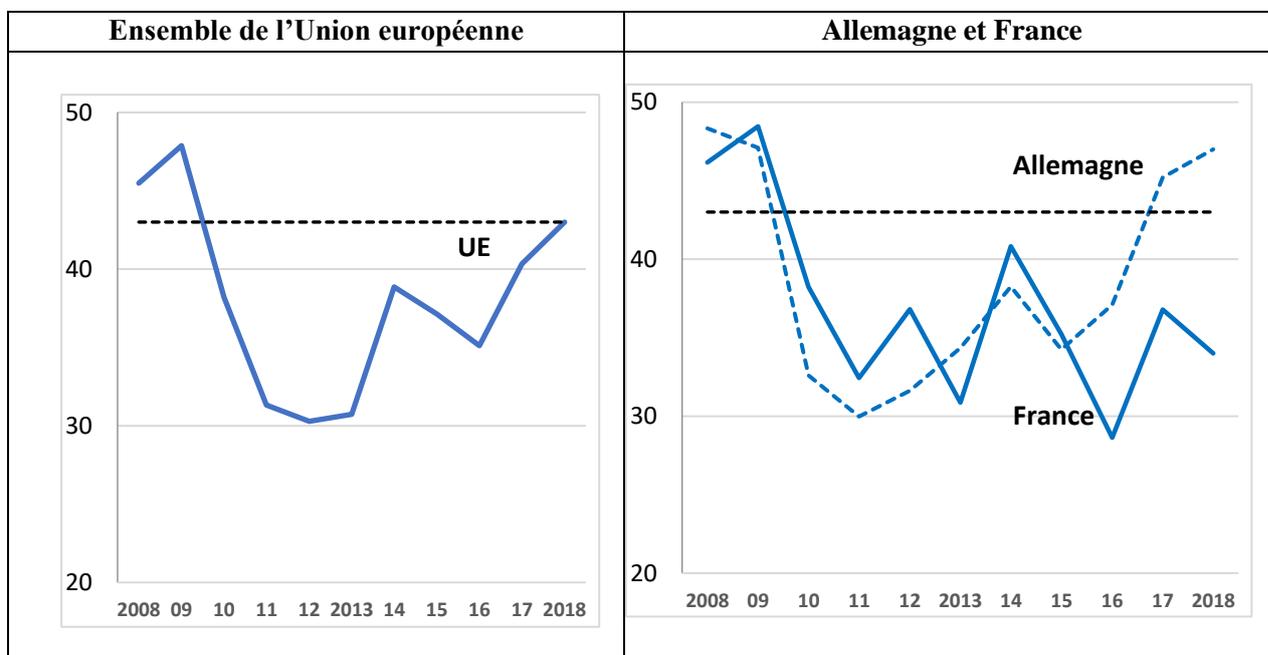
Avant de reprendre les principaux résultats de notre exploitation de l'Eurobaromètre (EB), nous rappelons ci-dessous ce qu'est cet instrument. Nous poserons ensuite la question (débattue lors de la conférence du 11 mai) de la construction d'une éventuelle « opinion européenne » - au-delà des opinions publiques nationales sur l'Europe. Nous concluons sur l'EB en lui-même : peut-il être un instrument au service de la construction européenne ?

Les enquêtes régulières de l'EB (depuis 1973) ont créé un corpus très riche de données sur l'opinion des Européens. Les résultats des dernières années sont accessibles en ligne et ne demandent qu'à être exploités. Les participants à la rencontre « Elire l'Europe » du 12 février qui a eu lieu à Strasbourg (à la BNU) ont permis d'entendre Quentin Dickinson, journaliste responsable des affaires européennes pour l'ensemble des stations de Radio-France, souligner l'apport singulier de l'Eurobaromètre à la connaissance de l'opinion européenne. Pourquoi, trop souvent, la presse néglige-t-elle cette source d'information - riche et gratuite – qui pourrait par son objectivité enrichir le débat? La conférence APR du 11 mai a montré comment ces chiffres introduisent aisément la discussion à partir de constatations objectives et parfois contre intuitives.

1. En dix ans, l'image de l'Europe auprès des citoyens s'est fortement modifiée

Dans le document mis en ligne, nous avons regroupé les 28 pays en dix groupes selon des critères mêlant géographie, similitudes politiques et lisibilité. Le graphique qui suit compare l'évolution de l'image de l'Europe en France et en Allemagne, en regard de l'ensemble de l'échantillon de l'Union européenne.

G.1 Pourcentage de la population ayant une opinion positive sur l'Europe (2008-2018)



On propose en fin de document un autre mode de représentation graphique permettant de mieux distinguer les évolutions de long terme et de court terme

Au moment où la crise dite des *subprimes* a commencé, les deux pays montraient une image nettement positive de l'UE (autour de 45%). Cette image a été très fortement altérée dans les années qui ont suivi 2008, avec un point bas autour de 30% entre 2011 et 2013. Depuis, la courbe française marque de fortes fluctuations autour d'un niveau plutôt bas (35%), mais la courbe pour l'ensemble de l'UE et surtout la courbe allemande remontent très nettement : au cours des deux dernières années, l'augmentation a été respectivement de 8 points (UE) et de 10 points (Allemagne). Les Allemands retrouvent pratiquement le niveau de satisfaction d'avant la crise.

Cette amélioration de l'image peut surprendre, alors que l'on ne cesse d'évoquer la poussée des mouvements populistes et nationalistes, et dans une période où le discours dominant est plutôt de souligner l'incapacité de l'Europe à trouver une solution aux problèmes du moment - la question migratoire notamment. En Suède, en Allemagne, aux Pays-Bas ou en Autriche par exemple, où la pression migratoire suscite encore des débats très vifs, l'image de l'Europe selon l'EB s'est nettement améliorée. L'examen des courbes prouve qu'il faut apporter beaucoup de nuances aux jugements un peu sombres que l'on trouve dans les médias. De fait, si les mouvements europhobes ont le vent en poupe, ils ne représentent, sauf exception, qu'une partie relativement faible (et plutôt divisée) de l'électorat. Les projections pour les prochaines élections tablent sur une proportion de députés « populistes » un peu inférieure à 25% des sièges.

Parmi d'autres points marquants, on soulignera la morosité italienne (la courbe de l'Italie évoque celle de la France). On pourra en revanche s'étonner de la poussée europhile des Britanniques : depuis le référendum sur le Brexit, la courbe d'opinions favorables a pris 9 points après en avoir gagné 21 depuis 2011, le point bas ! On s'interrogera sur la faible « reconnaissance » des Tchèques, des Slovaques et des Slovènes dont l'économie a tant bénéficié des aides communautaires (pour ce qui est de la Tchéquie, signalons que le taux chômage de la région de Prague est le plus bas de toutes les circonscriptions NUTS2 de l'Europe...). On pourra aussi chercher une explication au parallélisme des courbes polonaise et roumaine, mais pas de la Bulgarie, etc.

Pour aider à l'interprétation des résultats, le document fournit quelques indicateurs statistiques, à savoir le taux de participation aux élections au Parlement Européen de 2014, les taux de demandeurs d'asile sur la période 2015-2018, la fécondité, le taux de chômage et le PIB par habitant.

Comme le thème de l'immigration était encore, au moment de la dernière enquête EB, au centre des préoccupations des citoyens, on trouvera un tableau portant sur la position des citoyens par rapport à cette question en distinguant le point de vue européen, national ou personnel. Enfin, compte tenu de l'importance des médias sur le comportement électoral, on a comparé le jugement des citoyens sur leurs médias nationaux en relevant deux questions : Les médias parlent-ils suffisamment de l'Europe ? N'en parlent-ils pas de façon trop négative ? Il semblerait que la façon dont les médias français traitent des questions européennes ne soit pas jugée satisfaisante, du moins en comparaison avec les autres médias nationaux. Là encore, voici un thème qui mériterait débat, car les journalistes disent que l'Europe n'est pas un thème porteur. L'est-il davantage hors de la France ?

2. Des opinions sur l'Europe à l'opinion publique européenne

Cette question sur l'opinion publique européenne (OPE) fait l'objet d'un débat récurrent de la part des sociologues et des politologues.

Voici ce que l'on peut dire de manière grossière (le sujet mériterait d'être approfondi):

Il n'y a pas à proprement d'espace politique européen. Les médias transnationaux sont handicapés par la diversité des langues et restent très peu nombreux. A noter :

- *Arte*, qui touche potentiellement 80% de la population et Euronews (13 langues). Les deux ont un impact encore modeste ;

- plusieurs médias se sont créés sur Internet : *Euractiv* en 12 langues ; *Politico*, qui donne chaque jour des projections du nombre de parlementaires par groupe.

A noter également : le système *Erasmus* qui est réputé avoir contribué à la connaissance mutuelle.

Il est regrettable que les campagnes électorales se jouent d'abord sur des enjeux nationaux et il faut reconnaître que bien souvent les partis politiques et les médias n'aident pas les citoyens à se forger une opinion. Il est d'autant plus difficile de choisir une liste que l'on ne sait pas souvent dans quel groupe du Parlement les élus vont s'intégrer. Il faut noter que, d'une manière générale, les citoyens connaissent mal les institutions européennes. Ils trouvent le système avec trois composantes (dont le Parlement) trop complexe.

Toutefois, à la faveur des crises qui bousculent actuellement l'opinion (la pression migratoire notamment), les politiques sont contraints de prendre des initiatives fortes au niveau européen. Mais d'autres défis se font jour avec plus d'acuité parmi lesquels on peut citer :

- les défis démographiques (déclin de la fécondité, vieillissement)
- les défis démocratiques (l'*illibéralisme* encouragé par des pressions « inamicales » venues tant de pays de l'Ouest que de l'Est)
- les défis économiques, en particulier la montée des inégalités
- les défis écologiques comme le dérèglement climatique et les pollutions
- les défis scientifiques et techniques aux effets encore flous mais inquiétants (sur l'emploi par exemple).

Le fait de devoir gérer ces enjeux au niveau européen (peu de gens sont prêt à le nier) pourrait contribuer à renforcer l'identité européenne qui est actuellement toujours incertaine.

3. L'Eurobaromètre, un instrument au service de la construction européenne

La statistique est un réducteur d'incertitude puissant

(Yves Franchet, ancien directeur d'Eurostat)

Bien peu de citoyens ont entendu parler de l'Eurobaromètre. Dès le début de la construction européenne, s'est imposée la nécessité de s'appuyer sur les *chiffres* pour prendre des *décisions*, d'où la création d'Eurostat (qui fédère les instituts nationaux de statistique) pour les indicateurs économiques et sociaux), puis en 1973 de l'Eurobaromètre pour la connaissance de l'opinion. L'objet est alors de disposer

d'un instrument pour la préparation et l'évaluation des décisions, mais aussi pour forger une « opinion publique européenne ». L'EB a donc été une création ex nihilo qui doit beaucoup à quelques personnalités. L'initiative en revient à Jacques-René Rabier, un Commissaire qui, après avoir quitté ses fonctions, s'est lancé dans cette entreprise, en compagnie de spécialistes reconnus : Jean Stoetzel (fondateur de l'Ifop en 1938), Ronald Ingelhart et Hélène Riffault (célèbres pour avoir initié des enquêtes sur les valeurs) et de nombreux universitaires.

L'EB ne réalise pas lui-même les sondages : il les fait faire par un groupe privé choisi au terme d'un appel d'offres d'une durée de 4 ans (le dernier a été lancé en février 2018). C'est à nouveau le groupe Kantar-Sofres qui a été désigné et qui sous-traite la réalisation sur le terrain (le plus souvent à travers ses filiales nationales). Il faut noter qu'il n'y a pas en France d'organisme public fonctionnant dans le même esprit que l'EB, à savoir un institut public qui construirait un ensemble de données sur des thématiques choisies par Matignon ou l'Assemblée nationale. Il y avait naguère, et il y a toujours des enquêtes réalisées par des instituts privés pour le compte exclusif du gouvernement.

Les règles imposées par l'EB pour la réalisation des enquêtes sont les suivantes :

- les enquêtes se font selon des méthodes éprouvées (tirage aléatoire, interviews en tête-à-tête...)
- un nombre d'interviews identique est réalisé pour chaque pays (1000 personnes, sauf quelques exceptions).
- un ensemble de questions sont permanentes et d'autres sont consacrées à des thèmes à l'initiative de la Commission ou du Parlement.
- les enquêtes sont faites dans les 28 pays de l'UE, dans les pays candidats et dans quelques autres (l'appel d'offres prévoit 41 pays)
- diffusion en ligne des principaux résultats.

L'EB, c'est aussi plusieurs familles d'enquêtes, notamment :

- les *EB Standard* (au printemps et à l'automne). La dernière, EB90, a été réalisée du 2 au 22 novembre 2018
- les *EB Special* sur des thématiques diverses (la dernière, sur la perception de l'antisémitisme, porte le n° 484)
- les *EB Flash* (contrairement aux précédentes, elles se font par téléphone sur des groupes-cibles, chefs d'entreprises par exemple).

D'autres enquêtes européennes existent par ailleurs :

- La plupart des instituts de sondage réalisent plus ou moins régulièrement des enquêtes, mais le plus souvent, celles-ci ne concernent que les plus grands pays (Ipsos, Gallup...). Ainsi l'enquête Yougov (*Le Monde* du 2 avril 2019) touche 45000 personnes dans 14 pays (les plus peuplés), mais en termes de sièges, cela ne correspond qu'à 70% des sièges au Parlement.
- A noter aussi les enquêtes du *PEW Research Center*, une fondation américaine dont les résultats, par exemple sur la poussée de l'europhobie et sur la perception des musulmans dans des différents pays, ont fait l'objet de reprises dans la presse.
- Les enquêtes régulières sur les valeurs (EVS : *European Values Studies - depuis 1981*, avec l'université catholique de Louvain et celle de Tilburg) font l'objet de nombreux travaux, par exemple sur l'évolution des valeurs portées pas les jeunes.

Conclusion

Une seule question (certes sur un thème important), donc un seul indicateur permettent à eux seuls d'engager des réflexions intéressantes sur l'état de santé de l'Union européenne. On aurait pu - il aurait sans doute fallu - décliner les pourcentages globaux. On pourrait le faire de différentes façons : distinguer selon l'intensité de la réaction (assez ou trop positives/ négatives, sans opinion), on aurait pu aussi distinguer selon certains critères (âge, diplôme, catégorie sociale notamment), on aurait pu aussi analyser la variabilité des résultats d'une enquête à l'autre, etc. En observant que les enquêtes EB portent sur des dizaines d'items, dont on pourrait avantageusement confronter les résultats avec ceux d'autres sources d'information (enquêtes des institutions privées, indicateurs économiques), on voit combien il pourrait être intéressant de poursuivre les investigations. Cela ne peut toutefois se faire sans une méthode d'analyse rigoureuse si l'on veut éviter les dérives qui conduiraient à privilégier l'accessoire à l'essentiel.

Sur le fond, nous avons pu mettre en évidence des éléments d'appréciation incontestables pour alimenter la discussion sur *l'eurosepticisme*. Il est faux d'affirmer que l'image qu'ont les citoyens de l'Europe se dégrade. Elle varie au gré des évènements, mais dans la période récente les Européens ont plutôt tendance à la tenir en meilleure estime – le cas de la France étant un peu particulier et il faudrait arriver à analyser pourquoi.

La conférence-débat de l'APR qui s'est tenue le 7 mai a permis à des historiens d'apporter leurs compétences et de croiser les points de vue. On peut retenir sur la question de l'Eurosepticisme que le phénomène n'est pas réellement nouveau. Il y a toujours eu dans les différents pays une partie non négligeable de la population qui n'était pas réellement favorable à la construction européenne. L'Europe a

été créée à une époque où cette opposition latente avait moins d'occasion de s'exprimer pour de multiples raisons – différentes selon les pays. Il ne faut pas imaginer l'ère des pionniers comme celle d'un enthousiasme unanime. La montée actuelle des nationalismes, qui est un phénomène planétaire, et qui a réussi à s'incarner dans des partis, donne une visibilité renforcée aux opinions négatives sur les institutions supranationales, mais notre époque n'est pas significativement plus europhobe que par le passé. En revanche, des critiques sont émises sur des aspects précis des choix politiques et économiques de l'Union. Mais ceci est un autre sujet... qu'il conviendra de traiter également.

Complément méthodologique: une autre façon de voir l'évolution des opinions, en distinguant le long et le court terme

Les résultats observés lors de chaque enquête sont sujets à la fois à l'incertitude aléatoire (que l'on estime à 2 points environ en plus ou en moins de la valeur centrale) et aux « humeurs » des citoyens – ou, si l'on préfère, à la conjoncture comme par exemple des évènements politiques, des élections, des scandales... C'est ainsi que chez les Français le pourcentage d'opinions positives à la question de l'image s'est accru de 11 points entre l'enquête de l'automne 2016 à celle du printemps 2017. De telles fluctuations sont manifestement plus grandes en France qu'en Allemagne comme le montrent les graphiques présentés plus haut.

Une autre façon de représenter les séries consiste donc à distinguer les tendances de long terme des évolutions conjoncturelles. C'est le sens des deux graphiques qui suivent. A gauche, les tendances « lourdes » correspondant à une mise en moyenne mobile des résultats (moyenne de 5 enquêtes consécutives) : les courbes française et allemande sont presque parallèles tout en se croisant autour de 2013. A droite, l'évolution au cours des quatre dernières enquêtes (2017 et 2018) traduit le décrochage de la courbe française.

G.2 Pourcentage de la population ayant une opinion positive sur l'Europe (2008-2018)

